Quand l'avocat devient magistrat...

(Civ 1ère, 15 mars 2017, n° 16-10525, à publier au Bulletin)

Le 12 juin 2014 une avocate régularise un appel devant la Cour de Basse-Terre (Guadeloupe). Dans un contentieux civil la partie adverse soulève la nullité de l'appel et la Cour d'appel fait droit à ce moyen en déclarant le recours irrecevable.

Il avait été soutenu que l'avocate avait été nommée magistrate par décret du Président de la République du 25 mars 2014 publié le 27 mars. Elle a poursuivi sa profession jusqu'au 31 août 2014, veille de la prestation de serment.

L'arrêt de la Cour d'appel avait retenu qu'au moment de la formalisation de l'appel l'avocate n'avait plus cette qualité, ce qui rendait la déclaration d'appel irrecevable.

La Cour de cassation censure cette appréciation : « *l'entrée en fonction de tout magistrat, lors de sa nomination à son premier poste, est subordonnée à sa prestation de serment et l'incompatibilité édictée par l'article 115 du décret du 27 mars 1991 interdit seulement, sous les réserves qu'il vise, l'exercice simultané de la profession d'avocat et de toute autre profession* ».